

Trois organisations anarcho syndicalistes face au vieux nationalisme espagnol, face à la répression en Catalogne (article 155) et pour l'autogestion et l'autodétermination d'un territoire (sans capitalisme).

COMMUNIQUE COMMUN DE LA CNT, LA CGT ET SOLIDARIDAD OBRERA SUR LA SITUATION EN CATALOGNE

Posted: 27 Oct 2017 11:08 AM PDT

Les organisations soussignées, syndicats nationaux, partageons un même préoccupation quant à la situation en Catalogne, face à la répression déchaînée par l'État, aux atteintes aux droits et libertés qu'elles impliquent pour aujourd'hui et demain, et face au retour d'un vieux nationalisme apparu à nouveau sur une grande partie du territoire.

Nous luttons pour l'émancipation de tous les travailleurs de Catalogne et du reste du monde. Cependant, dans ce contexte, il est peut-être nécessaire de rappeler que nous ne défendons pas le droit à l'autodétermination dans le cadre d'un État, comme le font les partis et organisations nationalistes, mais le droit à l'autogestion de notre classe sociale sur un territoire déterminé.

Ainsi définie, l'autodétermination implique le contrôle de la production et de la consommation par les travailleurs et travailleuses ainsi que la démocratie directe, de bas en haut, organisée selon des principes fédéralistes, plutôt que l'établissement de nouvelles frontières ou la création d'un nouvel État.

En tant qu'internationalistes, nous pensons que la solidarité entre travailleurs ne doit pas s'arrêter aux frontières d'un État où qu'elles se trouvent. Actuellement, la réaction qu'on observe dans beaucoup d'autres régions d'Espagne nous préoccupe beaucoup. On voit se déchaîner un vieil espagnolisme rappelant des périodes révolues, encouragé par les médias, en conformité avec la dérive autoritaire du gouvernement, évidente après l'arrestation de gens poursuivis pour appel à la désobéissance ou contre l'application de l'article 155 de la Constitution.

Il ne nous échappe pas que ce retour du nationalisme fait le lit de futures atteintes aux droits et libertés, auxquelles nous devons nous affronter. L'union honteuse des soit-disant "forces démocratiques" justifiant la répression, annonce un avenir sombre pour les futurs mouvements d'opposition. Il semble que le régime post franquiste qui nous gouverne depuis 40 ans resserre les rangs pour mieux assurer sa survie.

Ce régime qui a existé et existe en Catalogne comme dans le reste de l'Espagne, sait que sa propre survie est en jeu.

Violemment controversé et soumis à une profonde crise de légitimité, aux abois, il voit s'ouvrir devant lui de nouveaux fronts.

A la menace à l'intégrité territoriale de l'État s'ajoutent les scandales de corruption, le discrédit de la monarchie, les problèmes posés par les coupes sombres infligées à la population, le mécontentement né de l'assignation esclavagiste au poste de travail imposée par les dernières réformes, l'allongement de âge de la retraite, la diminution des pensions, etc...

Les appels constants à défendre la constitution doivent être entendus comme des appels désespérés à mettre fin à cette véritable crise existentielle qui

l'assaille. Un danger futur pourrait venir de l'instauration, au cours des événements, de comportements répressifs, considérés ensuite comme normaux, tels ceux que l'on a vus récemment dans beaucoup de villes catalanes. Ou pire...

Évidemment nous ne savons ce qui se passera ensuite. Nous resterons vigilants face à ce qui peut se produire, prêts à défendre les intérêts des travailleurs dans l'ensemble du pays. Nous nous opposerons de toutes nos forces à la répression et à la normalisation de mesures de droite extrême qui l'on voit déjà de profiler. Nous ne nous laisserons pas non plus utilisés par les stratégies des partis politiques dont les objectifs nous sont étrangers. En même temps, nous ne cesserons d'encourager les mobilisations de la classe ouvrière quand elle décidera, enfin, qu'il est temps de secouer le joug d'élites politiques et économiques qui depuis trop longtemps, contrôlent le territoire à leur seul profit. En tant qu'organisations syndicales de classe, libertaires et combattives, nous serons dans les mobilisations, dans la rue, comme nous l'avons fait à maintes occasions, contre la répression, les atteintes aux droits et libertés et la corruption.

Il est possible que la crise en Catalogne soit le coup de grâce donné à un modèle d'État agonisant. Que se changement aille dans un sens ou d'un autre dépend de notre capacité, en tant que classe, à mener le processus dans une direction opposée à la répression et au développement du nationalisme. Agissons pour qu'au final il y ait plus de libertés, de droits et non l'inverse. Nous avons tout à gagner.

**POUR LES DROITS ET LES LIBERTES ! HALTE A LA REPRESSION CONTRE
LES TRAVAILLEURS !**

CGT - Solidaridad Obrera - CNT